



DOCUMENT D'INFORMATION

Le plan des Conservateurs pour la Défense

Stephen Harper, C.P., député
Chef du Parti conservateur du Canada

BFC Trenton
Trenton (Ontario)
Le 31 mai 2004



Table des matières

Introduction	3
Financement	4
Personnel	5
Armée	6
Forces aériennes	8
Forces navales	10
Protection côtière.....	11
Parlement	12
Résumé des engagements.	13

Introduction

Les Conservateurs sont très préoccupés par les menaces auxquelles font face le Canada et ses alliés dans un monde dangereux et interdépendant.

Pendant trop longtemps, la politique du Canada en matière de défense a fait les frais de débats entourant des changements de stratégie. Les femmes et les hommes de notre fière armée canadienne ont travaillé dur pour répondre aux attentes de plus en plus élevées du gouvernement et du public. En retour, ils n'ont reçu rien de plus que du soutien en paroles.

La réponse du gouvernement fédéral libéral au nouveau contexte de sécurité a été sous-financée au point de faire preuve de négligence stratégique et morale.

Cela s'est traduit par une baisse importante de la pertinence et de la crédibilité du Canada sur la scène internationale. La vision des Conservateurs est de réaliser le potentiel du Canada en tant que nation chef de file – afin de mieux défendre nos intérêts nationaux et promouvoir les valeurs des Canadiens.

Il est temps de reconnaître que le statu quo ne peut plus durer.

La vision des Conservateurs d'un « grand Canada » – qui réalise le potentiel du Canada en tant que nation chef de file dans le monde – suggère le recours nécessaire à des mesures ambitieuses et décisives afin de reconstituer nos stocks épuisés en matière de ressources humaines et en matériel, stocks qui sont essentiels aux Forces canadiennes. Cette vision est à la fois stratégiquement nécessaire et économiquement réalisable.

C'est aussi une vision partagée par les Canadiens.

Financement

Le bilan des Libéraux

Depuis quelque temps déjà, il est évident que les ressources consacrées à la défense nationale sont inappropriées, même pour atteindre les objectifs du Livre blanc du gouvernement libéral sur la défense publié en 1994. Cela s'est traduit par des déficits de plusieurs milliards de dollars dans les opérations de défense, les comptes des dépenses d'immobilisation et ceux des dépenses d'entretien, en plus du danger permanent de la fermeture future de bases militaires, des contingentements opérationnels, le retrait de plate-formes importantes et le report d'initiatives urgentes en matière de renouvellement des investissements. Par rapport au pourcentage de la taille de notre économie, le niveau des dépenses du Canada en matière de défense est en dessous de celui des pays de l'OTAN à l'exception du Luxembourg.

L'engagement des Conservateurs

Un gouvernement conservateur injectera immédiatement 1,2 milliard de dollars par année à l'armée pour le remplacement de son équipement, avec des objectifs à plus long terme visant à atteindre la moyenne des pays européens de l'OTAN par rapport au PIB.

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense, David Pratt, est l'auteur d'un rapport du Comité parlementaire de la défense publié en mai 2002 qui recommandait que : « Le gouvernement augmente la base du budget annuel du ministère de la Défense nationale entre 1,5 % et 1,6 % du PIB, avec une augmentation progressivement applicable au cours des trois prochaines années, et qu'il continue à se rapprocher de la moyenne de l'OTAN ». Le total de la moyenne de l'OTAN comprend l'important budget de la défense des États-Unis, et il est donc considérablement plus élevé que la moyenne des pays européens de l'OTAN.

Parallèlement, en novembre 2002, le président du Comité sénatorial de la défense, Colin Kenney, était l'auteur d'un rapport qui recommandait : « Le Comité rappelle que l'augmentation de quatre milliards de dollars en dépenses pour la défense recommandée dans notre précédent rapport est le minimum requis, et qu'une augmentation complète est nécessaire immédiatement ».

L'ancien vice-premier ministre libéral John Manley a déclaré en octobre 2001 que le Canada faisait face à une « insuffisance flagrante » dans ses capacités de défense, ce qui compromettrait la crédibilité du pays sur la scène internationale : « Vous ne pouvez pas simplement prendre part au G-8 et alors, quand l'addition arrive, vous précipitez vers les toilettes... Si vous voulez jouer un rôle dans le monde, même en tant que membre moins important du G-8, il y a un prix à payer ».

En avril 2003, le premier ministre Paul Martin disait : « L'écart actuel entre les attentes et les capacités de notre armée sont trop grand... Le simple fait de rebâtir les Forces armées canadiennes ne suffira pas ». En mai 2004, Paul Martin disait qu'il financerait l'armée à un niveau beaucoup plus élevé et lui permettrait ainsi de « grandir, conformément à ce que je pense jouera un rôle très important dans le monde ».

Le personnel

Le bilan des Libéraux

Depuis 1993, les effectifs des Forces canadiennes ont été réduits de plus de 80 000 personnes pour se situer à environ 52 400 personnes. Le bilan des Libéraux est aujourd'hui clair, les niveaux des troupes régulières sont trop bas, avec de trop nombreuses personnes qui accumulent une rotation après l'autre en mer. Les rigueurs imposées par le nouveau contexte de sécurité exigent une augmentation du personnel essentiel de première ligne ainsi que du personnel de soutien.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur augmentera progressivement d'au moins 80 000 personnes la puissance des troupes régulières au fil du temps, en plus d'accorder des augmentations simultanées des effectifs du personnel de réserve.

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense, David Pratt, est l'auteur d'un rapport du Comité parlementaire de la défense publié en mai 2002 qui indiquait : « La réduction de 60 000 personnes était déjà mauvaise étant donné la plus grande intensité des activités militaires au cours des années 90. Les Forces canadiennes, en particulier l'armée, travaillent à la limite de leurs capacités, mais la baisse des effectifs en dessous des 60 000 personnes a accentué les problèmes ». Parallèlement, en février 2002, Colin Kenney, président du Comité sénatorial de la défense présentait un rapport qui recommandait « de hausser les effectifs entraînés à 75 000, pour que les Forces canadiennes puissent maintenir le niveau d'opérations que l'on a exigées d'elles au cours des huit dernières années ».

L'armée

Le bilan des Libéraux

L'armée a payé le plus lourd tribut en ce qui a trait au nombre excessif de déploiements par le gouvernement libéral des Forces armées canadiennes et elle a été contrainte de se retirer de ses engagements en matière de maintien de la paix. L'armée montre à présent son incapacité à déployer rien de plus que des contingents de plus en plus petits.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur accordera ses priorités au renforcement des unités dont les besoins sont élevés, comme l'infanterie, la logistique et les unités médicales qui sont critiques aux activités militaires comme l'assistance en cas de catastrophe nationale ou les opérations de combat en passant par l'aide au maintien de la paix à l'étranger.

La confusion des Libéraux

En octobre 2002, le ministre de la Défense David Pratt a déclaré : « Nous aurons des difficultés à rassembler... un groupement tactique ou un bataillon pour toute période de plus de six mois ».



Le bilan des Libéraux

L'échec du gouvernement libéral en ce qui concerne le fait de fournir à l'armée de meilleurs moyens de transport stratégique en temps opportun l'a conduit à se défaire du parc de chars vieillissants pour des véhicules à roues. Plutôt que de « durcir » l'armée, les Libéraux ont prévu de « l'alléger » et d'accroître sa vulnérabilité. Le Canada a actuellement le plus petit parc de chars de l'OTAN et rejoindra l'Islande et le Luxembourg au rang des seuls pays de l'OTAN non équipés de chars. Entre temps, tous les autres pays de l'OTAN modernisent les leurs. Un rapport militaire scientifique canadien a prévenu le gouvernement il y a cinq ans de cela que le remplacement des chars au Canada par des véhicules à roues causerait la perte de vies humaines canadiennes et que « ce serait moralement et éthiquement mauvais ».

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur reconsidérera le plan visant à remplacer le parc de chars au Canada par des plus légers véhicules à roues, en encourageant l'acquisition d'un nombre modeste de chars de combat principaux disponibles dans les stocks des alliés de l'OTAN.

La confusion des Libéraux

En octobre 2003, alors confronté à de nombreux rapports et plusieurs preuves indiscutables que les chars ne devraient pas être remplacés par des véhicules à roues, l'ancien ministre de la Défense, John McCallum, a fait preuve de mépris à l'égard d'experts canadiens en matière de défense : « Je n'accepte pas de conseils émis dans des rapports désuets, ni de la part de militaires à la retraite et ni par l'opposition ».



Le bilan des Libéraux

Le livre blanc sur la défense publié par les Libéraux en 1994 promettait d'accorder une brigade en appui à n'importe quelle situation de crise probable multinationale. Aujourd'hui, la plupart des analystes s'accordent pour dire que cet engagement ne peut plus être tenu, malgré les besoins pressants pour le Canada de conserver une flexibilité afin de déployer des formations terrestres efficaces et autosuffisantes pour servir aux côtés des nos alliés quand nécessaire.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur veillera à ce que l'armée soit assez importante pour se déployer et maintenir au moins une formation de la taille d'un bataillon toutes armes (au moins 5 000 troupes) à l'étranger en vue d'assister et de commander des missions multilatérales si nécessaire.

La confusion des Libéraux

En novembre 2002, Colin Kenney, président du Comité sénatorial de la défense, a préparé un rapport qui critiquait l'engagement relatif au déploiement d'une brigade énoncé dans le Livre blanc des Libéraux : « Le Canada n'a jamais été en mesure de soutenir ce genre d'engagement. La Bosnie et l'Afghanistan ont montré clairement que l'armée canadienne parvenait à peine à s'acquitter de la moitié de cet engagement ».

Forces aériennes

Le bilan des Libéraux

Après une longue attente, ce n'est que récemment que le gouvernement libéral a présenté des mesures visant à renforcer la disponibilité de la flotte des avions de combat CF-18 et à améliorer sa portée grâce à la reconstitution d'une capacité de ravitaillement en vol. En outre, pendant la campagne aérienne de 1999 au Kosovo, les forces aériennes ont manqué de munitions air-sol, forçant le Canada à en « emprunter » aux États-Unis.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur veillera à ce que les améliorations apportées à la flotte des CF-18 continuent d'être une des principales priorités et que ces améliorations soient accompagnées de l'achat de pièces d'artillerie moderne pour assurer la viabilité de la flotte des avions de combat.

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense David Pratt est l'auteur d'un rapport du Comité parlementaire de la défense publié en mai 2002 qui indiquait : « Le radar et les autres composants électroniques à bord des CF-18 sont les mêmes que ceux au moment de la livraison de l'appareil dans les années 80 et chacun sait que la technologie informatique des années 70 et 80 n'a pratiquement rien à voir avec ce qui se fait aujourd'hui... les équipements électroniques ainsi que les équipements de communications, tous obsolètes, mettent en danger la capacité de la flotte à opérer de manière sécuritaire et efficace aux côtés des forces alliées dans des situations de combat ... le Comité est préoccupé par le fait que les améliorations ne font que commencer et qu'il faudra attendre à 2006 pour que le projet soit terminé, et que seulement 80 des 120 CF-18 seront remis à neuf ».



Le bilan des Libéraux

À la suite d'un sous-financement des Libéraux, la flotte canadienne des appareils de transport CC-130 Hercules n'est plus suffisamment disponible pour répondre de manière appropriée aux engagements nationaux et internationaux. Par ailleurs, il est désormais de notoriété publique que les possibilités pour le Canada d'obtenir un accès en temps opportun à des aéronefs commerciaux et des avions fournis par nos alliés qui soient capables de transporter du cargo de taille exceptionnelle diminueront au cours de la prochaine décennie à la suite d'une plus forte demande et d'une disponibilité en baisse. Le gouvernement libéral a rejeté tous les plans proposés par les Forces aériennes en vue de l'acquisition de capacité de transport aérien stratégique pour le Canada.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur lancera immédiatement un projet en vue de remplacer les plus vieux avions de transport CC-130, en plus de démarrer un projet pour l'acquisition d'un aéronef de transport aérien lourd.

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense, David Pratt, a rédigé un rapport du Comité parlementaire de la défense en mai 2002 dans lequel il était recommandé : « Le Canada devrait acquérir d'autres aéronefs de transport aérien lourd et remplacer les plus vieux modèles afin d'assurer des moyens de transport aérien stratégique et

tactique requis pour déployer rapidement et efficacement le personnel et l'équipement nécessaires pour des activités militaires à l'étranger ».



Le bilan des Libéraux

Dans l'actuel contexte de sécurité, il est essentiel pour le Canada de posséder des hélicoptères maritimes modernes afin de patrouiller dans les eaux côtières et de proposer de l'aide aux forces terrestres stationnées au large. Malgré cela, le gouvernement libéral n'a pas remplacé la flotte vieillissante des Sea King, ce qui s'est traduit par des coûts plus élevés en matière de disponibilité, de grandes inquiétudes en matière de sécurité et de sérieuses réductions en disponibilité.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur veillera à ce que soit rapidement trouvée une solution de remplacement aux Sea King, de manière à optimiser sa rentabilité et à améliorer les capacités d'effectuer des missions multiples avec ces hélicoptères.

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense, David Pratt, est l'auteur d'un rapport du Comité parlementaire de la défense en mai 2002 qui indiquait : « Le remplacement de ces hélicoptères ne doit pas être retardé davantage... le doute persiste encore par rapport à la sécurité entourant l'utilisation de tels vieux appareils ... le Comité est très préoccupé par le fait que le processus de sélection et d'acquisition de nouveaux hélicoptères prenne beaucoup trop de temps ».

Forces navales

Le bilan des Libéraux

Le gouvernement libéral n'a pas réussi à garantir que les forces navales conservent assez de capacité maritime pour accomplir une gamme d'activités de gestion de crise à l'étranger ainsi que des activités de résolution de crise. Les missions accomplies par les forces navales doivent être principalement de nature expéditionnaire, et les forces navales doivent être dotées de la capacité de surveiller le littoral, de proposer du leadership et d'aider des groupes opérationnels composés de plusieurs bâtiments, ainsi que de fournir de l'assistance aux forces armées stationnées au large. Contrairement au gouvernement libéral, plusieurs des alliés du Canada – dont le Royaume-Uni, l'Espagne, la Hollande et l'Australie – sont sur le point de déployer de plus grands navires de combat pour missions multiples dotés d'une plus grande capacité.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur proposera progressivement un nouveau navire de combat pour commencer le remplacement des destroyers vieillissants de la classe Iroquois du Canada.

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense, David Pratt, est l'auteur d'un rapport du Comité parlementaire de la défense en mai 2002 qui recommandait : « Le projet pour le remplacement des quatre destroyers de la classe Tribal par de nouveaux navires de guerre dotés de capacités supérieures de commandement et de surveillance ainsi que de moyens de défense aérienne devrait progresser ».



Le bilan des Libéraux

Avec des années de retard, le gouvernement libéral a finalement annoncé qu'il remplacera les vieux ravitailleurs d'escadre de la classe Protecteur par trois navires de ravitaillement interarmées (NRI). Toutefois, les forces navales doivent posséder de meilleures capacités de transport par mer que celles proposées par le NRI afin de venir en aide aux forces stationnées au large.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur fera l'acquisition d'au moins deux porte-avions hybrides prévus pour porter assistance à des hélicoptères et pour le transport de véhicules avec de la place pour au moins 800 casques bleus et leur équipement blindé, ainsi que suffisamment d'espace pour un pont et un hangar pour environ une douzaine d'hélicoptères maritimes (en remplacement des Sea King – avec des commandes de plus en plus importantes en fonction des besoins).

La confusion des Libéraux

Le premier ministre libéral Pearson avait utilisé le porte-avions canadien NCSM Magnificent pour l'essentiel du transport stratégique en mer et l'assistance en mer lors de la mission de maintien de la paix à Suez, mission pour laquelle le Canada s'était vu décerner le Prix Nobel de la Paix. De nos jours, le gouvernement libéral ne peut pas mettre à profit ces réalisations sans un investissement comparable.

Protection côtière

Le bilan des Libéraux

Le gouvernement libéral n'a pas garanti de moyens adéquats pour la flotte navale canadienne là où les besoins étaient les plus urgents. Comme les menaces à la sécurité maritime nationale sont principalement de nature criminelle, les armements non militaires de l'appareil de sécurité maritime devraient jouer un rôle primordial dans la réglementation des activités dans nos eaux territoriales. Le recours à de grands navires pour ce qui s'avère essentiellement être des fonctions policières n'est pas rentable et ne devrait être envisagé que dans des circonstances exceptionnelles.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur mettra en place une agence civile pour veiller à l'application de la sécurité à l'échelle nationale – soit une Garde côtière canadienne mieux équipée et indépendante, et dotée de nouvelles fonctions en matière de sécurité nationale.

La confusion des Libéraux

En octobre 2003, Colin Kenney, président du Comité sénatorial de la défense a préparé un rapport qui détaillait et définissait que « nos littoraux atlantique, pacifique et arctique sont *les frontières mal défendues les plus longues du monde* ». Le rapport recommandait par ailleurs : « Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures immédiates pour transformer la Garde côtière canadienne d'une agence qui relève du ministère des Pêches et Océans en une agence indépendante responsable devant le Parlement et qui accomplit ses fonctions – recherche et sauvetage, brise-glaces, aides à la navigation, installation de bouées, sécurité nautique, pêches et protection de l'environnement – en plus de nouvelles responsabilités en matière de sécurité nationale ».



Le bilan des Libéraux

Le gouvernement libéral n'a pas utilisé de manière appropriée les systèmes de surveillance par radar et par satellite ainsi que les systèmes de surveillance aérienne sur notre vaste territoire national. Alors que le gouvernement libéral présentait récemment un système de radar haute fréquence à ondes de surface pour couvrir une partie de la côte Est du Canada, le réseau n'a pas été étendu pour permettre une couverture complète jusqu'à 200 milles nautiques des côtes atlantiques et pacifiques. Le gouvernement libéral n'a également toujours pas fait appel aux satellites canadiens qui sont rentables pour effectuer la surveillance de la sécurité maritime. Enfin, le gouvernement libéral n'a pas jugé utile d'acquérir des véhicules aériens téléguidés à longue portée, ce qui donnerait une meilleure endurance et des coûts d'exploitation moins élevés pour les missions nationales et internationales.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur étendra la couverture du système de radar haute fréquence à ondes de surface à l'ensemble du littoral atlantique et pacifique, et emploiera de manière efficace les systèmes de satellites canadiens, en plus d'acquérir des véhicules aériens téléguidés de longue portée (VATG).

La confusion des Libéraux

Le ministre de la Défense, David Pratt, est l'auteur d'un rapport du Comité parlementaire de la défense en mai 2002 qui précisait : « Les satellites utilisés pour les communications, la navigation et la surveillance sont de plus en plus des éléments essentiels de l'état de préparation de toute force militaire ».

Le Parlement

Le bilan des Libéraux

Le gouvernement libéral n'a pas proposé au Parlement de politiques en matière de défense ni de processus budgétaire de manière significative. Lors du récent conflit au Kosovo qui s'est déroulé sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement libéral n'a pas demandé au Parlement de ratifier la décision d'envoyer des troupes. Le budget de la Défense nationale est le budget pour lequel le gouvernement dispose du plus grand pouvoir discrétionnaire en matière de dépenses gouvernementales, et le personnel militaire canadien est régulièrement appelé à participer à des missions dangereuses. Le Parlement doit à juste titre surveiller, au nom de tous les Canadiens, ces questions afin d'assurer la pertinence de la défense, sa crédibilité et sa capacité financière.

Les engagements des Conservateurs

Un gouvernement conservateur permettra au Parlement de débattre et de ratifier les déploiements à l'étranger de troupes canadiennes dans le cadre de missions de combat, et autorisera le Comité parlementaire de la défense à examiner et à influencer : les niveaux de financement annuel pour des projets de défense nationale; la nomination de hauts fonctionnaires de la Défense ainsi que des mises à jour en matière de politiques de défense inscrites dans la loi, et ce, entre les périodes électorales.

La confusion des Libéraux

En février 2004, le premier ministre Paul Martin avait déclaré : « Le Parlement doit être le pivot du débat national sur les programmes d'action. À cette fin, nous devons rétablir le lien entre le Parlement et la population et redonner aux parlementaires, de tous les partis, la capacité de façonner les politiques et les lois ». En 1993, Paul Martin était l'auteur du Livre rouge des Libéraux dans lequel il était question du fait qu' « Un gouvernement libéral élargira le droit de regard du Parlement sur les grandes décisions de politique étrangère, comme les déploiements de Casques bleus ».

Résumé des engagements

Financement

Un gouvernement conservateur injectera immédiatement 1,2 milliard de dollars par année à l'armée pour le remplacement de ses équipements, avec un objectif à plus long terme visant à se rapprocher de la moyenne des pays européens de l'OTAN par rapport au PIB.

Personnel

Un gouvernement conservateur augmentera progressivement la puissance des troupes régulières au fil du temps à au moins 80 000 personnes, en plus d'accorder des augmentations simultanées des effectifs de personnel de réserve.

Armée

Un gouvernement conservateur accordera la priorité au renforcement des unités aux besoins élevés, comme l'infanterie, la logistique et les unités médicales qui sont essentielles au déroulement des opérations allant de l'assistance en cas de catastrophe nationale à l'aide au maintien de la paix à l'étranger, en passant par des opérations de combat.

Un gouvernement conservateur reconsidérera le plan prévoyant le remplacement du parc de chars au Canada par de plus légers véhicules à roues, en encourageant l'acquisition d'un nombre plus modeste de principaux chars de combat disponibles dans les stocks des alliés de l'OTAN.

Un gouvernement conservateur veillera à ce que les effectifs de l'armée soient assez importants afin de déployer et de conserver au moins une formation toutes armes de la taille d'une brigade (au moins 5 000 troupes) à l'étranger dans le but de fournir de l'aide et de commander des missions multilatérales si nécessaire.

Forces aériennes

Un gouvernement conservateur veillera à ce que les améliorations apportées à la flotte des CF-18 se poursuivent comme étant l'une de ses principales priorités, et que ces améliorations soient accompagnées de l'achat de pièces d'artillerie moderne afin de garantir la viabilité de la flotte d'avions de combat.

Un gouvernement conservateur lancera immédiatement un projet en vue de remplacer les vieux avions de transport CC-130, en plus d'acquérir des avions de transport lourd.

Un gouvernement conservateur assurera que le remplacement d'un Sea King soit effectué rapidement de manière à optimiser la rentabilité et améliorer les capacités de missions multiples de ces hélicoptères.

Forces navales

Un gouvernement conservateur présentera progressivement un nouveau bâtiment de combat, en commençant par le remplacement des vieux destroyers de la classe *Iroquois*.

Un gouvernement conservateur procurera au moins deux porte-avions hybrides conçus pour l'assistance aux hélicoptères et le transport de véhicules, et dotés d'espace pour accueillir au moins 800 Casques bleus et leur équipement blindé, ainsi que suffisamment de place pour un pont et un hangar pour une douzaine d'hélicoptères maritimes (en remplacement des Sea King – avec des commandes de plus en plus nombreuses en fonction des besoins).

Protection côtière

Un gouvernement conservateur mettra en place une agence civile chargée de l'application de la sécurité maritime nationale – soit une Garde côtière canadienne mieux équipée et indépendante, et dotée de nouvelles fonctions en matière de sécurité nationale.

Un gouvernement conservateur améliorera le système de radar haute fréquence à ondes de surface pour l'étendre à l'ensemble du littoral atlantique et pacifique, et emploiera de manière efficace les systèmes de satellite canadiens, en plus de faire l'acquisition de véhicules aériens téléguidés à longue portée (VATG).

Le Parlement

Un gouvernement conservateur permettra au Parlement de débattre et de ratifier les déploiements de troupes canadiennes à l'étranger pour des missions de combat, et autorisera le Comité parlementaire de la défense à examiner et à influencer : les niveaux de financement annuel pour les projets de défense nationale; la nomination de hauts fonctionnaires de la Défense ainsi que des mises à jour en matière de politiques de défense qui soient inscrites dans la loi entre les périodes électorales.